

# INTERNATIONAL

## JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ

CAHIER THÉMATIQUE H • LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 NOVEMBRE 2015



Vers l'égalité et l'autonomie pour les femmes et les filles  
Page H 2



La solidarité, un main à main qui se conjugue au féminin  
Page H 5



ÉRIC ST-PIERRE

Kalizeta lors d'un cours d'alphabétisation en dioula au centre d'étuvage de l'Union des groupements d'éleveuses de riz de Bama, au Burkina Faso

## Laisser les femmes prendre leur destinée en main

Deux semaines seulement après la clôture de la Marche mondiale des femmes, les organisateurs des 19<sup>es</sup> Journées québécoises de la solidarité internationale, qui ont lieu du 5 au 14 novembre, prolongent l'aventure en prenant pour thématique «La mobilisation des femmes». L'occasion de mettre en avant l'approche participative prônée par les membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), qui, auprès de toutes les communautés avec lesquelles ils œuvrent à l'échelle de la planète, ne sont pas là pour dire quoi faire, mais pour appuyer les initiatives locales.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Dix jours pour mettre de belles initiatives en valeur. Dix jours de rencontres, d'échanges d'expériences, de visionnements de documentaires. Dix jours pour clamer haut et fort que lorsque les femmes prennent leur destinée en main, il en ressort souvent de très belles choses.

«L'AQOCI a beaucoup appuyé la Marche mondiale des femmes, ce mouvement lancé en 2000 par le mouvement des femmes québécois, en faveur de l'émancipation des femmes partout sur la planète», explique la nouvelle présidente de l'association, Michèle Asselin. Tous les cinq ans, une grande action de mobilisation internationale est organisée, et celle de cette année s'est terminée le 17 octobre dernier. Quand nous avons voulu définir notre thématique à nous pour nos Journées québécoises de la solidarité internationale [JQSI], il nous est apparu tout naturel de poursuivre avec la problématique des femmes.»



Michèle Asselin

pauvreté dans le monde, on en arrive inévitablement à parler des femmes, les précaires parmi les précaires. Mais aussi parce que lorsque l'on souhaite ardemment sortir une communauté de la pauvreté, toutes les études démontrent que c'est en se reposant sur les femmes que les résultats sont les meilleurs.

«La femme est la pauvre de l'homme», lance la chanteuse Bia, porte-parole des JQSI cette année. Partout où il y a des inégalités sociales, on retrouve les femmes au bas de l'échelle. C'est donc vrai au Brésil, le pays dont je suis originaire. Mais ce qui est intéressant dans les politiques sociales menées par les gouvernements socialistes ces quinze dernières années, c'est qu'ils ont décidé de les faire gérer par les femmes. Ils ont donné les plans, versé l'argent aux femmes, aux mères. Car on sait qu'elles ont, en général, plus à cœur le bien-être de leur famille, de leur communauté. Notamment pour tout ce qui a trait à l'éducation.»

Bia a accepté d'être la porte-parole cette année parce qu'elle croit en la thématique, mais surtout en l'approche de l'AQOCI. Cette volonté de laisser les femmes décider par elles-mêmes. De mettre en avant toute une mosaïque de visages féminins à travers le monde qui ont su se démarquer, prendre des initiatives

afin de proposer des conditions de vie meilleures aux générations futures. C'est ce que sa mère, «femme réalisée professionnellement», lui a légué, ce en quoi elle croit profondément. Réaliste mais pas victime.

«Nous vivons tous dans une société patriarcale», commente Michèle Asselin. C'est systématique. Malgré tous les progrès que nous avons faits en Occident en général et au Québec en particulier, ce sont encore les hommes qui dominent en politique. Donc les hommes qui prennent les décisions majeures. C'est vrai à l'échelle du monde, c'est vrai dans nos communes, dans nos villages.»

### Des femmes omniprésentes

Si les membres de l'AQOCI ont accueilli favorablement cette thématique de la mobilisation des femmes, c'est aussi parce que concrètement, sur le terrain, ils travaillent très souvent avec des groupes de femmes. Et qu'en adoptant la démarche participative, qui consiste à soutenir les initiatives locales et non à arriver avec une solution clé en main qui ne serait bien souvent pas adaptée au contexte, ils avouent avoir beaucoup appris de ces femmes de terrain.

«Ce que nous leur apportons, c'est une aide à la fois financière et stratégique, une organisation plus efficace», explique M<sup>me</sup> Asselin. Les défis sont très grands, que ce soit dans le domaine de l'éducation, bien sûr, ou des violences, sexuelles ou autres, de la gouvernance, du travail, car bien sûr on ne reconnaît leur travail en tant que mère, mais en plus, lorsqu'elles ont une activité à l'extérieur du foyer, elles sont souvent dans l'économie informelle, d'où des revenus de misère et aucune pro-

tection sociale. Elles sont également les premières victimes lors des conflits, dans les camps de réfugiés, etc. Malgré tout, elles sont quelques-unes à avoir le courage et le leadership pour faire avancer les choses. Notre rôle est de les soutenir.»

Et de les protéger également, ces actions n'étant pas toujours vues d'un bon œil. En République démocratique du Congo (RDC) par exemple, les femmes qui veulent dénoncer les viols dont elles sont victimes doivent poursuivre des militaires, et ça peut être dangereux.

«Nous soutenons les groupes qui se lèvent pour défendre les droits de la personne, explique la directrice de l'AQOCI. Nous les accompagnons, nous leur donnons de la visibilité, nous documentons leur action, nous partageons leurs expériences, nous faisons en sorte qu'ils existent afin qu'il soit plus difficile de s'en prendre à eux.»

Lorsqu'elle observe tout le travail abattu par l'AQOCI, Bia avoue se sentir un peu comme «le pot d'orchidée posé sur le coin de la table».

«C'est joli, c'est mélodieux, ça a son charme, résume-t-elle. Ça me fait plaisir de donner ma voix, d'avoir ce petit rôle qui consiste, je crois, à mettre ma notoriété au service d'une cause en laquelle je crois. Mais le vrai travail, c'est eux qui le font. Les conférenciers qui seront là pendant les Journées, ils connaissent leur sujet. Les femmes de la mosaïque, elles sont formidables. Tous les gens qui travaillent dans les organismes de coopération internationale dégagent tellement d'humanité. Je sais qu'il y a encore pas mal de chemin à parcourir. Mais quand je vois ça, je ne peux m'empêcher d'être optimiste.»



Bia

Collaboratrice  
Le Devoir



L'ŒUVRE LÉGER  
EN SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES DU MONDE

Marie Denise Pelletier  
Porte-parole de L'ŒUVRE LÉGER,  
Actions internationales

L'ŒUVRE LÉGER  
leger.org

## INTERNATIONAL

ONU

## Vers l'égalité et l'autonomie pour les femmes et les filles

Cette année, les Journées québécoises de la solidarité internationale se veulent « un épilogue complémentaire » à la Marche mondiale des femmes, qui s'est déroulée le 17 octobre dernier. Après l'élection d'un nouveau gouvernement à Ottawa en octobre et l'adoption des Objectifs de développement durable (ODD) par les pays membres de l'ONU en septembre, l'égalité des sexes reçoit-elle l'attention qu'elle mérite dans l'aide au développement ?

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Le discours du gouvernement canadien au sujet de l'égalité des sexes dans l'aide au développement s'est transformé sous la houlette des conservateurs. « Sous l'ancienne ministre Bev Oda, ironiquement une femme, la notion de genre a été marginalisée et largement abandonnée. Les fonctionnaires avaient été informés de ne pas inclure ce concept dans leurs mémos au ministre », souligne Stephen Baranyi, professeur à l'Université d'Ottawa, qui codirige actuellement un livre, à paraître l'année prochaine, sur les actions du Canada en la matière. « La dynamique a continué et s'est même dégradée avec Julian Fantino, avant de se modérer durant la dernière année avec Christian Paradis. »

L'organisation Match International, qui travaille en soutien aux groupes de femmes à l'étranger, a notamment vu son financement fédéral se réduire de façon draconienne en 2010.

Avec l'Initiative de Muskoka, annoncée en 2010, le gouvernement Harper a fait de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants son cheval de bataille en matière d'aide internationale, mais il a évacué de sa proposition l'avortement et la planification des naissances. Des groupes féministes ont rapidement soulevé la contradiction. Selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 47 000 femmes meurent chaque année de complications liées à des avortements réalisés dans des conditions non sécuritaires, ce qui représente 13% des décès maternels. Le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) a réalisé une démarche de plaidoyer auprès de Christian Paradis, ancien ministre du Développement international, et Kellie Leitch, ancienne ministre de la Condition féminine, pour inclure les droits reproductifs dans le programme de santé maternelle et des nouveau-nés. « Ça toujours été refusé », affirme Anne Delorme, coordonnatrice du CQFD. Mais on a un peu d'espoir avec le nouveau gouvernement. »

En réponse aux questions envoyées par le Conseil canadien de la coopération internationale (CCI) à tous les partis politiques durant la dernière campagne électorale, le Parti libéral, désormais au pouvoir, a indiqué que « la politisation de l'initiative vedette sur la santé maternelle du gouvernement Harper va à l'encontre des faits et de l'intérêt supérieur des femmes dans les pays en développement ». Il a ajouté qu'une fois au pouvoir, il s'assurerait que cette initiative « s'appuie sur des faits et des résultats, et non sur une idéologie. La réduction des écarts en ma-

« La politisation de l'initiative vedette sur la santé maternelle du gouvernement Harper va à l'encontre des faits et de l'intérêt supérieur des femmes dans les pays en développement »

Déclaration du Parti libéral

tière de droits génésiques [reproductifs] et de soins de santé peut sauver des vies, et c'est ce qu'elle accomplira ». De plus, il a indiqué que, dans la foulée de cette initiative, un gouvernement libéral offrirait « une gamme complète de services de santé génésique [reproductive] ».

M. Baranyi considère tout de même que le gouvernement Trudeau n'aura « pas à recommencer de zéro ». Dans la conception du livre sur lequel il travaille, les plus récents travaux de Liam Swiss, professeur à l'Université Memorial de Terre-Neuve, démontreraient que les sommes allouées par le gouvernement fédéral à l'aide au développement liée à l'égalité des sexes n'auraient pas diminué durant le passage des conservateurs à la tête du pays. « Pourquoi, malgré les tendances de certains ministres de ce gouvernement conservateur, y a-t-il eu certains acquis qui ont été maintenus ou élargis ? On en revient essentiellement à l'activisme réalisé, tout en gardant profil bas, par certains fonctionnaires », suppose M. Baranyi. En Haïti, pays qui a été l'objet de plusieurs de ses recherches, il a remarqué qu'un certain dynamisme a été maintenu autour de cette question dans la coopération canadienne, ce « qui crée des possibilités pour le nouveau gouvernement libéral ».

À l'échelle planétaire, l'ONU a dressé, dans son dernier rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), un bilan en demi-teinte au sujet de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Parmi les aspects positifs, la scolarisation des filles a fait un bon considérable entre 2000 et 2015 : près des deux tiers des pays en développement ont atteint la parité des sexes dans l'éducation primaire. Des avancées importantes en matière de représentation des femmes en politique ont aussi été constatées dans presque toutes les régions du monde.

En revanche, l'ONU a reconnu que « l'inégalité entre les sexes persiste ». Elle précise dans son rapport que « les femmes continuent [de se heurter] à des discriminations dans l'accès au travail, les biens économiques et la participation aux prises de décisions privées et publiques ». Le bilan note aussi qu'elles sont « plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté ».

Selon les statistiques onusiennes, seulement la moitié des femmes en âge de travailler occupe un emploi contre les trois quarts des hommes. De plus, celles-ci gagnent en moyenne un salaire 24% moins élevé. L'ONU



GIANLUIGI GUERCIA AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon les statistiques onusiennes, seulement la moitié des femmes en âge de travailler occupe un emploi contre les trois quarts des hommes. De plus, celles-ci gagnent en moyenne un salaire 24% moins élevé. L'ONU note aussi un taux de chômage plus important chez les femmes parmi les personnes qui ont reçu une éducation supérieure.

note aussi un taux de chômage plus important chez les femmes parmi les personnes qui ont reçu une éducation supérieure.

« Il y a une très grosse concentration [des fonds qui ont été destinés à] l'enseignement, surtout au primaire et un peu au secondaire, constate Anne Delorme. Donc c'était une définition très restreinte de l'égalité entre les femmes et les hommes. »

Depuis septembre dernier, les Objectifs de développement durable (ODD) prennent le relais des OMD en tant que guides pour les actions à mener en matière de coopération internationale. L'objectif numéro cinq consiste à parvenir, d'ici 2030, à l'« égalité des sexes et à autonomiser les femmes et les filles ». Cet ajout du mot « filles » réjouit d'ailleurs M<sup>me</sup> Delorme. Les projets d'autonomisation des femmes, souvent basés sur leur implication dans des activités génératrices de revenus, engendraient parfois un effet pervers : « Les jeunes filles se retiraient de l'école pour s'occuper des enfants », explique-t-elle. Avec le temps,

on a réalisé l'importance de penser non seulement aux femmes, mais aussi aux filles. »

M<sup>me</sup> Delorme se montre particulièrement enthousiaste à propos de l'une des cibles des ODD, qui vise à « faire une place aux soins et aux travaux domestiques non rémunérés et les valoriser par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale », un enjeu pour la première fois soulevé dans ce type de texte. Elle note que bien qu'on ne nomme pas les hommes, il s'avère intéressant que cette même cible invite aussi à faire la « promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille ». L'idée de travailler avec et sur les hommes autour de la question de l'égalité des sexes nourrit d'ailleurs actuellement les réflexions d'organismes de coopération internationale d'ici participant aux chantiers du CQFD.

Collaborateur  
Le Devoir

## QSF souffle ses 20 bougies

Le programme Québec sans frontières (QSF) célèbre ses 20 ans de voyages qui forment la jeunesse. Depuis 1995, ce projet assure la relève dans l'aide au développement avec ses stages d'initiation à la coopération internationale. Près de 7000 stagiaires québécois, âgés de 18 à 35 ans, ont voyagé dans un pays en voie de développe-

ment grâce à ce programme copiloté par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et le ministère des Relations internationales (MRI) du Québec. Environ 350 jeunes s'envolent encore chaque année en direction de l'un des 34 pays partenaires de l'Afrique, de l'Amérique latine ou des Antilles, où ils sé-

journeront durant deux ou trois mois pour mener à bien un projet avec une ONG locale. Trente-deux organismes de coopération internationale du Québec proposent des stages QSF. Un volet Réciprocité permet aussi à des jeunes des organismes partenaires des pays du Sud d'effectuer un stage de deux ou trois mois au Québec.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES  
de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

5 au 14 novembre 2015

jqsi.qc.ca

TOUTES  
ENSEMBLEDix jours pour appuyer  
l'action locale des femmes  
afin d'atteindre l'égalité  
partout dans le monde!Activités dans 12 régions du Québec  
Lettre au Premier ministre du Canada

f t #jqsi

LE QUÉBEC ENGAGÉ  
À L'ÉGARD DES FEMMES EN  
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Je suis heureuse de m'associer à la 19<sup>e</sup> édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), sous un thème qui me tient à cœur : l'appui aux groupes locaux de femmes. Cette année, les JQSI nous feront découvrir les liens de solidarité qui unissent les femmes du Nord et du Sud et les initiatives des organismes québécois de coopération internationale pour les appuyer.

Les JQSI offrent des activités riches et variées partout au Québec afin de favoriser l'engagement du public envers un monde d'égalité et de justice. Nous sommes fiers de soutenir l'AQOCI et ses membres dans l'organisation de cet événement. Je tiens d'ailleurs à les féliciter pour leur apport à la construction d'un monde meilleur. Je vous invite à participer en grand nombre!

Christine St-Pierre  
Ministre des Relations internationales  
et de la Francophonie

Pour plus d'information sur les programmes de solidarité internationale financés par le ministère, visitez le site Internet [www.mrif.gouv.qc.ca](http://www.mrif.gouv.qc.ca)

AQOCI  
Association québécoise des organismes  
de coopération internationaleRelations  
internationales  
et Francophonie

Québec

VIVRE  
LA  
SOLIDARITÉ

20 ANS!



QUEBECANSFRONTIERES.COM

Crédit photo : Fondation Chuquirahua  
Stagiaires : François Guérin, Steve Girard, Claude Côté, Cindy Maltais, Stéphanie Tremblay - Équateur

f t #qsf

## INTERNATIONAL

CECI

## Solidaires et sans frontières

ANDRÉ LAVOIE

Depuis sa fondation en 1958, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) n'a pas dérogé à sa mission première, celle de combattre la pauvreté et l'exclusion dans les endroits les moins favorisés de la planète. Actif dans 19 pays, sa présence fait souvent la différence, comme pour ces étuveuses de riz du Burkina Faso, permettant à des femmes non seulement de travailler et de faire vivre leur famille, mais aussi de développer leur sens des affaires, ou tout simplement d'apprendre à lire et à calculer.

Le riz constitue un des aliments de base des 16 millions de Burkinabés, la consommation annuelle totalisant plus de 300 000 tonnes. Selon le CECI, elle devrait atteindre 466 000 tonnes d'ici 2018, mais pour l'instant, ce pays de l'Afrique de l'Ouest ne produit que 30% de ce qu'il consomme, un déséquilibre qu'il est possible de corriger en partie. Les étuveuses de riz s'y activent aux quatre coins du Burkina Faso, même dans ces régions rurales balayées par l'harmattan, ce vent chaud, sec et poussiéreux en provenance du Sahara et du Sahel. Le défi quotidien de ces femmes, avec la complicité de leur conjoint cultivateur, est de transformer le riz, d'augmenter sa qualité et de le commercialiser, le tout dans une perspective durable. Pour un pays situé au 181<sup>e</sup> rang sur 187 selon l'indice de développement humain 2014 du Programme des Nations unies pour le développement, l'objectif apparaît très audacieux.

## Pauline Marois, ambassadrice du CECI

Ce constat ne décourage en rien l'ex-première ministre du

Québec, Pauline Marois, fière participante du Club des ambassadrices du CECI, un regroupement d'une vingtaine de Québécoises d'exception prêtant leur notoriété (et leurs bons contacts!) pour soutenir financièrement certains projets d'entrepreneuriat féminin. Le PAERIZ (projet d'appui aux étuveuses de riz) était tout désigné, et il n'a pas été difficile de convaincre l'ancienne chef du Parti québécois d'apporter sa notoriété et sa vaste expérience politique pour les citoyennes d'une région du monde qu'elle a visitée à plusieurs reprises à titre de ministre de l'Éducation et de vice-première ministre.

Pour celle qui se réjouit d'avoir repris en main sa vie personnelle et familiale, acceptant les demandes d'entrevue avec parcimonie («J'en reçois une à deux par semaine, mais je ne veux pas être sur la place publique de façon systématique.»), soutenir le PAERIZ relève de l'évidence. «Ce qui m'a plu, dans ce projet,

c'est d'abord le fait que ce sont des femmes qui s'approprient des outils leur permettant de devenir autonomes; dans le bon vieux jargon du travail communautaire, on appelle ça de l'empowerment», déclare cette diplômée en service social de l'Université Laval. Pour celle dont les actions politiques ont souvent accompagné l'émancipation des femmes québécoises, par exemple avec la création des centres de la petite enfance, le travail des étuveuses leur permet «de faire vivre leur famille, de grandir au sein d'une entreprise et de créer de la richesse dans leur communauté, si petite soit-elle».

L'atteinte de ces objectifs, établis en accord avec les organi-



Asita Sana étuve du riz au centre d'étuvage de l'Union des groupements d'étuveuses de riz de Bama, au Burkina Faso.

ÉRIC ST-PIERRE

sations locales de développement, passe bien sûr par l'injection de ressources financières. C'est en bonne partie le rôle des ambassadrices du CECI de solliciter des fonds, et ces femmes provenant du milieu artistique (Anne-Marie Cadieux, Véronique Raymond), des communications (Madeleine Poulin) ou des affaires (Christiane Beaulieu, Eliane Gamache Latourelle) s'y activent, chacune chargée de recueillir environ 3000\$ par année, pour un objectif de 75 000\$. «Nous sommes rendus à 69 000\$ et l'année n'est pas terminée», déclare avec confiance Pauline Marois.

Le PAERIZ fonctionne avec des sommes plus importantes, bénéficiant du soutien du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada (MAECD), totalisant 5 740 000\$ pour les cinq années d'un projet qui en

est à sa deuxième phase. Ce montant est loin de couvrir tous les frais pour appuyer les 5000 étuveuses vivant dans les plaines de Bama, de Sourou ou de Founzan, et le MAECD réclame qu'un pourcentage du coût total du projet soit recueilli auprès d'autres sources canadiennes: citoyens, fondations, entreprises privées, etc.

«Ça complexifie un peu la chose, admet France-Isabelle Langlois, directrice des communications du CECI et autre membre du Club des ambassadrices. C'est dans ce cadre que nous avons pensé à fonder ce club l'an dernier. Nous sommes toujours en recrutement pour de nouvelles ambassadrices, mais aussi pour trouver d'autres activités de visibilité et de cueillette de fonds.» Toutes ces initiatives sont essentielles dans un contexte où le CECI «est en compétition non seule-

ment avec toutes les autres organisations non gouvernementales, mais avec tout le monde qui collecte des fonds», souligne M<sup>me</sup> Langlois.

## Désengagement du Canada

Pauline Marois a endossé ce rôle avec enthousiasme, mais se désole tout de même de voir «la baisse constante de l'aide internationale du gouvernement canadien». Dans le dernier budget fédéral, elle était située à 0,24% du revenu intérieur brut alors que la cible proposée par les Nations unies est de 0,7%. Certains citoyens semblent approuver ce désengagement, affirmant qu'il faut d'abord aider les pauvres d'ici.

Ce discours populiste, Pauline Marois le connaît, et s'en désole. «Oui, nous avons des pauvres chez nous, souligne-t-

elle, mais nous avons mis en place des outils, des services et des politiques qui permettent l'existence d'un véritable filet social. Ce n'est pas suffisant, vous le savez aussi bien que moi, mais on a toutes sortes d'aides aux itinérants, aux analphabètes, aux mères en difficulté, aux femmes victimes de violence. Quand on regarde la richesse dont on dispose, ça signifie un véritable devoir de solidarité envers les plus démunis d'entre tous. Nombre de citoyens du monde ont eu la malchance de naître dans un pays pauvre. J'ai été profondément bouleversée par la photo du petit Aylan, cet enfant syrien mort sur une plage de Turquie, mais je crois que l'émotion doit aussi servir à agir. À ne pas rester les bras croisés.»

Collaborateur Le Devoir

ALTERNATIVES

## Aider, mais de façon différente

CLAUDE LAFLEUR

En 1994, des coopérants québécois se sont unis afin de faire les choses différemment. «Souvent, on intervient dans un pays pour régler un problème — porter secours ou mettre en place une structure —, mais nous, nous voulions intervenir d'une façon différente, raconte Michel Lambert, l'un des cofondateurs d'Alternatives et maintenant directeur général de l'organisme. Nous voulions travailler avec les gens de la place afin de les aider à résoudre leurs problèmes. Nous avions d'ailleurs remarqué que, souvent, ils n'ont besoin que d'un peu d'aide, d'un peu de formation ou d'un peu d'argent...»

«Je pense que nous avons fait partie du bouillonnement qu'il y a eu en Tunisie à ce moment-là»

Orient. L'organisme s'attaque à des problèmes concrets tout en cherchant à faire progresser les droits de la personne.

## Veuves et femmes en politique

L'un des «exemples les plus percutants» relatés par Michel Lambert est l'initiative mise en place par Alternatives pour les femmes devenues veuves à la suite de l'invasion américaine de l'Irak, dans les années 2000.

«On a aidé les groupes irakiens de toutes origines ethniques, linguistiques et religieuses à travailler ensemble pour monter une campagne nationale afin que les veuves irakiennes puissent bénéficier d'une pension de la part de l'État, explique M. Lambert. Ça a été super in-

teressant puisque, dans d'autres circonstances, ces gens-là ne collaborent jamais. Et là, ils se sont unis pour résoudre un problème qu'ils avaient tous en commun.»

Cette campagne a fait en sorte que les veuves de guerre aient désormais droit à une pension, indique-t-il. «On est vraiment très fiers, non seulement du résultat obtenu, mais aussi du fait qu'on est parvenu à faire travailler ensemble des gens qui, autrement, ne collaborent pas entre eux.»

De même, en Tunisie, à la suite du Printemps arabe, Alternatives est intervenu de concert avec les groupes de femmes afin d'encourager les formations politiques à inclure celles-ci dans leurs rangs. «Nous cherchions non seulement à ce que les partis politiques comptent parmi leurs candidats une proportion égale de femmes, mais également à ce que celles-ci aient un réel poids politique», précise Michel Lambert. Il ne s'agissait donc pas uniquement d'obtenir 50% de candidates féminines, mais elles devaient aussi jouer des rôles significatifs au sein des formations politiques.

Le directeur général d'Alternatives rapporte que cette campagne a, dans un premier temps, encouragé nombre de femmes à s'impliquer en politique, mais surtout, relate-t-il, lorsque la Tunisie s'est récemment dotée d'une constitution, «il y avait beaucoup de femmes dans l'Assemblée, ce qui a donné lieu à une constitution passablement progressiste».

«Je pense que nous avons fait partie du bouillonnement qu'il y a eu en Tunisie à ce moment-là, dit-il avec satisfaction, et profité de la révolution pour faire avancer les droits des femmes — et non l'inverse, comme certains ont cherché à le faire...»

Collaborateur Le Devoir



Des députés tunisiens lors d'une séance parlementaire en juillet 2015

FETHI BELAID AGENCE FRANCE-PRESSE

## POSEZ UN GESTE QUI COMPTE

### DEVENEZ VOLONTAIRE

[SUCC.ORG](http://SUCC.ORG)

### PASSEZ À L'ACTION

**SUCO**

solidarité  
union  
coopération

NOTRE PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE EST RÉALISÉ GRÂCE AU SOUTIEN FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU CANADA PAR L'ENTREMISE DU MINISTÈRE

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada Foreign Affairs, Trade and Development Canada

## Internet en toute sécurité

Et voici que, depuis deux ans, Alternatives apprend aux militants au Moyen-Orient et en Afrique à se servir d'Internet tout en se protégeant contre la surveillance un peu trop étroite exercée par les autorités. Il s'agit du projet Digital Security Schools (DSS), un centre de formation informatique installé à Tunis.

«L'idée d'une DSS est que, dans un contexte où Internet est de plus en plus utilisé pour surveiller les blogueurs, les militants, les activistes, etc., on pense qu'il est important

de former nos partenaires pour qu'ils comprennent quels sont les enjeux et les risques, et de leur apprendre à utiliser Internet de façon à se protéger», explique M. Lambert. C'est ainsi, ajoute-t-il, qu'il y a un certain nombre de notions à savoir et quelques trucs simples à appliquer... La DSS de Tunis est donc un centre de formation qui a pignon sur rue. «Souvent, nous faisons venir des formateurs d'un pays afin que, par la suite, ceux-ci puissent eux-mêmes former les militants dans leur pays», dit-il.

Étonnamment, Michel Lambert préconise même l'ouverture d'une Digital Security School ici à Montréal! «On a vu sous l'ancien gouvernement [celui de Stephen Harper] la surveillance spécifique des groupes écologiques et autochtones ainsi que de certains militants en particulier, rappelle-t-il. Et compte tenu du projet de loi C-51, qu'ont appuyé les libéraux de Justin Trudeau, on estime qu'il faudrait se protéger des services que le gouvernement met en place et qui n'ont de compte à rendre à personne.»

Érik Tremblay

## INTERNATIONAL

DESI ET AIPE

## Permettre à des Indiennes et à des Nigériennes d'avoir un revenu

Dans de nombreux pays, les femmes n'ont pas accès au crédit, beaucoup sont marginalisées et vivent en situation de grande pauvreté. C'est le cas au Niger, où Développement, Expertise et Solidarité Internationale (DESI) a un projet. En Inde également, où les veuves sont littéralement chassées des villages, comme l'a constaté l'Aide internationale pour l'enfance (AIPE). Le travail de ces organismes dans ces pays en est un de longue haleine.

MARTINE LETARTE

Une Indienne a reçu du microcrédit de Resource Educational Society, un organisme de la région de l'Andhra Pradesh, partenaire de l'AIPE, afin de s'acheter une chèvre. Nomade, elle se promène de champ en champ pour la faire brouter. Toutefois, étant veuve, elle est considérée comme impure, alors les gens du village s'opposaient à ce que sa chèvre se nourrisse dans leurs champs et boive l'eau du puits. Elle devait marcher 10 km pour faire brouter et boire sa chèvre, ce qui n'était pas sans risque. Tout un travail de négociation a été fait. Deux travailleurs sociaux, un homme et une femme, accompagnés de deux professeurs, sont allés rencontrer le chef du village. L'opération a été couronnée de succès, mais cette histoire illustre bien les défis rencontrés sur le terrain afin d'aider les femmes à se sortir de la misère.

«Le microcrédit est important, mais un grand travail d'éducation doit être fait aussi auprès de ces femmes qui connaissent très peu leurs droits et des autres personnes dans le village pour éviter de mettre ces femmes en danger», soutient Roxana Robin, fondatrice et directrice de l'AIPE.

On doit convaincre le chef que ces femmes peuvent apporter quelque chose à la commu-

nauté comme entrepreneuses. Les mentalités changent, mais l'AIPE est active dans ce village de pêcheurs depuis de nombreuses années.

«Il n'y a pas si longtemps, les femmes étaient brûlées vives sur le bûcher de leur mari; ce n'est plus le cas, mais elles restent extrêmement vulnérables de par la culture», constate M<sup>me</sup> Robin, qui s'est rendue en Inde plusieurs fois. Ces veuves ont zéro ressource et puisqu'elles ont souvent commencé à travailler vers sept ou huit ans dans les mines ou les carrières de pierre, elles se retrouvent à une trentaine d'années avec de grands problèmes de santé. Elles s'endettent à des taux d'intérêt de 25 à 35% auprès de prêteurs usuriers afin d'avoir accès à des soins et à des médicaments.»

## Briser le cycle de l'extrême pauvreté

En plus des veuves, le programme aide aussi des mères célibataires, des femmes abandonnées par leur mari et d'autres femmes très pauvres. L'objectif est de briser le cycle de l'extrême pauvreté en permettant à ces femmes d'avoir accès à un revenu afin qu'elles puissent envoyer leurs enfants à l'école.

Grâce à l'AIPE et à son partenaire, ces femmes ont accès à 200\$, sans intérêts, pour démarrer de petites entreprises. Plusieurs vont cultiver le chili, le faire sécher et le revendre en sachets. D'autres cuisinent de petites collations et les vendent chez elles, un peu sur le principe d'un dépanneur.

Elles ont seulement le capital à rembourser après avoir discuté des modalités avec la travailleuse sociale du projet. Malgré l'accès au microcrédit, les défis de ces femmes demeurent grands.

«Il y a toujours beaucoup d'imprévus, comme des intempéries qui détruisent les récoltes ou des problèmes de santé, alors leur quotidien demeure précaire, mais elles arrivent à dépasser le stade de la survie», constate M<sup>me</sup> Robin.

## Microentreprises au Niger

Au Niger, DESI travaille avec son partenaire



AIPE

Ambati Polamma a fait partie du premier groupe de femmes aidées par l'AIPE dans le village de l'Andhra Pradesh, en Inde. Depuis l'ouverture de son commerce, elle peut envoyer ses enfants à l'école et a remboursé ses dettes au prêteur usurier local.

local, Promotion de l'entrepreneuriat jeunesse et du leadership féminin (PEJELF). Les femmes pauvres ont accès à du microcrédit et on leur donne également six mois de cours d'alphabétisation, de même que des formations en gestion, en leadership et sur les droits des femmes.

Depuis 2013, 80 femmes ont bénéficié de ce programme. Quatre microentreprises ont été créées et les femmes peuvent s'y joindre. A Niamey, on retrouve un salon de coiffure et un atelier de couture, puis à Gothèye, un site maraîcher et une banque céréalière.

Ces entreprises sont gérées par ces femmes et permettent un plus grand pouvoir d'action.

«Par exemple, pour l'atelier de couture, on a fourni le local et les machines, mais chaque femme utilise son prêt pour acheter du tissu et du fil et elles décident comment vendre leurs produits», explique Noémie Legendre, directrice de DESI. Elles mettent aussi une part de leurs revenus en commun pour continuer d'avoir un salaire en cas de problème, comme lorsqu'une femme doit cesser de travailler pour une certaine période de temps. Cela leur donne un filet social.»

Environ le quart des femmes décident plutôt de lancer leur propre entreprise, comme de petits kiosques de nourriture.

Les femmes ont la responsabilité d'établir les méthodes de remboursement des prêts et le taux de remboursement est de 100%.

«Grâce à ces projets, les femmes acquièrent une indépendance, elles peuvent contribuer à pourvoir aux besoins de leur famille et elles augmentent grandement leur confiance en elles», re-

marque Noémie Legendre, qui s'est rendue au Niger en janvier.

## Assurer la pérennité

Alors que les résultats sont au rendez-vous, il faut maintenant relever le défi de pérenniser ces initiatives.

DESI peut compter pour le moment sur le financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et souhaite que le projet soit reconduit, mais l'organisme travaille également pour trouver du financement local.

«L'organisme PEJELF est encore jeune et un appui local permettrait de le consolider et de réaliser encore plus d'activités», indique Noémie Legendre.

L'AIPE, qui a déjà aidé 200 femmes avec son projet, souhaite pour sa part assurer le maintien des services en travail social de son partenaire.

«C'est difficile de trouver du financement pour payer le salaire de notre travailleuse sociale parce que les bailleurs de fonds souhaitent plutôt donner de l'argent pour le microcrédit», affirme M<sup>me</sup> Robin. Pourtant, notre travailleuse sociale, une femme de la communauté, fait un travail d'éducation et d'encadrement essentiel. Elle travaille avec nous depuis 2003 et elle a vraiment réussi à créer un lien de confiance avec les gens du village. Nous souhaitons même en embaucher une deuxième. Les besoins sont là.»

Collaboratrice  
Le Devoir

L'ŒUVRE LÉGER EN BOLIVIE ET AU PÉROU

## Des femmes maintenant autonomes, pleines de projets

MARTINE LETARTE

La chanteuse Marie Denise Pelletier est allée en Bolivie il y a six ans et elle y est retournée cet automne pour l'organisme de bienfaisance L'Œuvre Léger, dont elle est porte-parole depuis plus de 20 ans. Dans ce pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud, où plus d'un habitant sur huit vit avec moins de 1,25 \$US par jour, elle a constaté de grands progrès, pour les femmes notamment. Elle a poursuivi cette année son périple jusqu'au Pérou, où elle a vu des avancées marquantes, particulièrement du côté des productrices laitières. Récit.

«Cultiver des terres pour produire le fourrage à 4000 mètres d'altitude, c'est assez sportif!» s'exclame Marie Denise Pelletier, qui célèbre cet automne ses 30 ans de carrière.

Au Pérou, le partenaire de L'Œuvre Léger Cindes s'efforce d'améliorer les conditions de travail des producteurs laitiers, et Marie Denise Pelletier y a été marquée par un groupe de 125 femmes qui ont chacune leur petite ferme laitière et qui travaillent ensemble.

«Elles réussissent très bien, parfois mieux que les hommes et cela cause même des tensions», raconte-t-elle. Elles ont remporté plusieurs concours pour mettre la main sur de l'équipement ultramoderne. Elles diversifient leurs produits, notamment en fabriquant du fromage. J'ai rencontré des femmes très fières de leurs accomplissements, des femmes inspirantes.»

En Bolivie, le partenaire Amultiagros travaille aussi avec les producteurs laitiers, notamment pour construire

des puits afin d'irriguer les terres et pour améliorer la génétique des vaches afin qu'elles produisent de trois à quatre fois plus de lait.

«J'ai vu les efforts en 2006 et les résultats sont maintenant au rendez-vous», se réjouit la porte-parole.

## Dépasser le stade de survie

Dans la zone périphérique nord de la ville de La Paz, à 4000 mètres d'altitude, on retrouve une forte migration d'Autochtones. Ils proviennent du milieu rural et les femmes sont particulièrement vulnérables puisqu'elles ont de la difficulté à accéder à un emploi, à obtenir de la formation technique et, donc, à nourrir leur famille. Le partenaire de L'Œuvre Léger Fundación Centro de Cultura Popular (FCCP) travaille avec elles depuis plus de 35 ans.

«Il y a six ans, j'ai vu chez FCCP des femmes souvent à la rue, ostracisées, d'une extrême



JACQUES PELLETIER L'ŒUVRE LÉGER

Marie Denise Pelletier en compagnie du directeur général de L'Œuvre Léger, Norman MacIsaac, et de productrices laitières au Pérou, aidées par Cindes

pauvreté, souvent avec des enfants», raconte Marie Denise Pelletier. On leur donnait des notions de comptabilité et un accès à du microcrédit.»

Aujourd'hui, la situation a évolué. «Socialement, il y a eu de grandes avancées en Bo-

livie en matière d'égalité hommes/femmes, notamment grâce au travail du président Evo Morales, lui-même autochtone, et les programmes de FCCP se sont diversifiés», explique Marie Denise Pelletier. Par exemple, FCCP fait main-

tenant de la conscientisation pour améliorer l'alimentation des Boliviens, traditionnellement basée sur des pommes de terre, du manioc et du quinoa.

«C'est ce qui pousse dans le pays, mais maintenant, beaucoup de légumes verts arrivent de l'Amazonie, et les intégrer à leur alimentation permettrait de diminuer l'obésité très présente chez les Boliviens», explique Marie Denise Pelletier qui, enfant, voyait ses parents d'origine modeste mettre leurs sous dans la petite boîte de dons de L'Œuvre Léger pour aider les plus mal pris qu'eux.

D'anciennes bénéficiaires de FCCP sont aujourd'hui devenues intervenantes et aident à leur tour d'autres femmes.

«Enormément de femmes sont passées par FCCP», constate Marie Denise Pelletier. C'est beau de voir ce changement de génération.»

Collaboratrice  
Le Devoir

## DÉVELOPPER L'ENGAGEMENT JEUNESSE:

DE L'ESTRIE...



Comités municipaux jeunesse

À L'INTERNATIONAL!



Stages de solidarité internationale

Carrefour de solidarité internationale

165 rue Moore, Sherbrooke. 819-566-8595 | www.csisher.com

APPRENEZ À DEVENIR COOPÉRANT INTERNATIONAL. INSCRIVEZ-VOUS AU CERTIFICAT EN COOPÉRATION INTERNATIONALE.

Admission Hiver 2016

fep.umontreal.ca

f t in y

DONNEZ - VOUS - PLUS DE CRÉDITS

Université de Montréal | Faculté de l'éducation permanente

Pauvreté. Injustice. Exploitation. Quelle est la solution?



mondialiser l'égalité Inter Pares

www.interpares.ca/fr

## INTERNATIONAL

## La solidarité, un main à main qui se conjugue au féminin

NATHALIE DERASPE

Au chapitre des économies parallèles, phénomène foisonnant dans les pays en voie de développement, les femmes brillent de détermination, et pour cause. Aucune tâche ne sera suffisamment ingrate pour indigner une mère cherchant à nourrir sa famille. Ici et là de par le monde, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a décidé d'alléger leur fardeau en soutenant plusieurs de leurs projets.

On connaît la CSN pour son engagement envers la défense des travailleurs québécois. Ce qu'on sait moins, c'est que depuis bientôt 30 ans l'organisme appuie les initiatives de différentes organisations paysannes locales établies dans les pays pauvres. L'objectif à terme? Découpler le mouvement syndical à l'international pour établir un rapport de force dans un contexte de mondialisation planétaire. Au cœur de cet imposant chantier, l'égalité des sexes demeure une priorité.

En réplique à la mondialisation, la mobilisation. «Notre sort est interrelié à celui des autres travailleurs de la planète», explique Nathalie Guay, responsable des relations internationales, adjointe au comité exécutif de la CSN et membre de l'exécutif du Centre international de solidarité ouvrière (CISO). *Les accords commerciaux internationaux signés par les patrons visent souvent l'uniformisation des réglementations dans le but d'établir un terrain de jeu planétaire qui leur soit favorable, mais cela affecte les conditions de travail de l'ensemble des salariés dans le monde. Quels sont les intérêts qui prévalent? La crise, les banquiers, le 1% des plus riches versus l'austérité, les gens commencent à voir clair dans les actions de la classe dominante. Il faut soulever ces contradictions et établir une solidarité de base avec nos camarades d'autres pays. Actuellement, nous sommes à armes inégales. Et les travailleurs d'ici sont vulnérables aux délocalisations de la production des entreprises de chez nous.*

La CSN œuvre par l'intermédiaire de l'Alliance syndicats et tiers-monde (ASTM), fonds de coopération internationale mis sur pied en 1986. «À l'époque, des famines sévissaient un peu partout. La sécurité et la souveraineté alimentaire de plusieurs étaient menacées», illustre M<sup>me</sup> Guay. Au fil des décennies, l'ASTM a tissé des liens avec différents mouvements syndicaux ailleurs dans le monde en vue de renforcer des projets amorcés par des communautés locales aux prises avec des problèmes économiques et structurels endémiques. Au programme, coopération au développement, renforcement des capacités des organi-

sations syndicales, engagement en vue d'assurer la souveraineté alimentaire et la défense des droits des travailleurs. «C'est un travail de coureur de fond pour bâtir la confiance, mais le potentiel stratégique est extrêmement intéressant, indique Nathalie Guay. Et on s'est rendu compte qu'en améliorant les conditions de vie des femmes, on améliorerait le sort de toute la famille et qu'en œuvrant pour le droit des femmes, on favorisait l'amélioration des droits de la personne.»

## Des projets porteurs

En Afrique, le sort de 80 ouvrières d'une tannerie artisanale s'est grandement amélioré grâce à une solide collaboration entre l'ASTM, la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et l'Union nationale des syndicats autonomes du Sénégal (UNSA), qui chapeaute le projet. Au départ, aucune infrastructure sur place. «Les femmes travaillaient en gougoumes en plein soleil, dans des conditions ergonomiques déplorable», illustre la responsable des relations internationales de la CSN. Il n'y avait même pas de collecte d'ordures.» Voilà la triste réalité du travail informel au pays. Ce secteur occupe jusqu'à 80% de l'économie sénégalaise.

En plus d'accompagner le syndical local, l'ASTM a dégagé un budget pour soutenir le travail des ouvrières tout en offrant du soutien technique et divers outils pour renforcer le travail amorcé il y a trois ans. Du microcrédit est également mis en avant afin d'assurer l'autonomie financière des femmes à l'origine de cette initiative. «On n'envoie pas de chèques», précise Nathalie Guay. On accompagne les syndicats dans leur travail. Ce sont eux les maîtres du projet.»

## Des espoirs pour l'avenir

Engagé dans une vingtaine de pays, l'organisme poursuit patiemment son œuvre même si les ressources ne sont pas toujours au rendez-vous. Depuis 2011, le financement de la part du fédéral a fondu comme neige au soleil, si bien que les projets d'envergure lancés de concert avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) se sont raréfiés, relate M<sup>me</sup> Guay. La responsable des relations internationales de la CSN souhaite que l'arrivée d'un nouveau gouvernement à Ottawa permette de recréer un dialogue favorable en matière de solidarité internationale. «Ici, on a une capacité de se soulever. Ailleurs dans le monde, des gens sont prêts à mourir pour obtenir le droit de grève.»

Collaboratrice  
Le Devoir



PHOTOS SOURCE NATHALIE GUAY

«Je retourne voir le projet de tannerie ce mois-ci. On me dit que les femmes ont pris beaucoup d'assurance, qu'elles ont une autre perception de leur travail», confie Nathalie Guay.

Je deviens  
ALTERNATIVES

JEDEVIENS.ALTERNATIVES.CA



## INTERNATIONAL



Magali Videau avec les résidentes de la maison Amani à Beni. L'enfant qu'elle tient dans ses bras s'appelle Noella et elle est née le 24 décembre 2014. C'est le fruit du viol de sa jeune mère de 16 ans (la jeune fille au chandail rose) durant sa captivité au sein du groupe de miliciens d'où elle s'est enfuie en juillet 2014. Elle a été hébergée au centre de son septième mois de grossesse jusqu'à un mois après l'accouchement.

SOURCE OXFAM

CONGO

## Entre militaires et miliciens

La vie d'une coopérante en République démocratique du Congo quand le quotidien est fait de kalachnikovs et de fils barbelés, mais pas seulement...

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Pour Magali Videau, être coopérante volontaire signifie tout simplement accepter de partager son temps et son expérience professionnelle avec la population des pays du Sud. Cette économiste de formation spécialisée dans les questions de développement économique au niveau des relations Nord-Sud rêvait de partir en mission. C'est avec Oxfam qu'elle s'est rendue en République démocratique du Congo (RDC), en s'impliquant dans le projet d'une maison d'hébergement pour femmes victimes d'agressions sexuelles. Mais la RDC n'était pas la première expérience de coopération de Magali.

«Au départ, je suis allée au Salvador dans un contexte post-conflit et dans un pays au haut

taux de criminalité.» Comme premier essai, c'est assez marquant, mais c'est son expérience en tant qu'intervenante psychosociale à Montréal pour le Centre pour les victimes d'agression sexuelle qui a propulsé Magali en RDC.

Triste bilan

Toutefois, la situation des Congolaises peut difficilement être comparée avec ce qui existe ailleurs dans le monde. Si leur bilan est parmi les pires, c'est en raison de l'insécurité et de l'augmentation des violences sexuelles basées sur le genre. En 2012, 15 654 incidents ont été rapportés, contre 10 322 l'année précédente; 98% des victimes sont des femmes âgées de moins de 21 ans. La RDC est en outre un pays dévasté par les guerres internes et régionales qui sévissent depuis près de 20 ans. La sécurité de la population reste volatile, surtout dans l'est du pays, où des groupes armés sont toujours actifs. On estime à plus de 2,6 millions le nombre de personnes déplacées à

l'intérieur du pays en raison du conflit. Et c'est à Beni justement, dans cette région est du pays, que Magali travaillait dans une maison d'hébergement auprès de femmes victimes d'agressions sexuelles.

«Heureusement et malheureusement, je n'habitais pas avec les femmes au centre d'hébergement. En tant que Blanche, je devais m'astreindre à des procédures sécuritaires assez strictes et dans la ville, à 18 heures, il y avait un couvre-feu total.» En fait, Magali habitait dans une autre ville et, quelques fois par mois, c'est en avion qu'elle se rendait au centre d'hébergement. «Je passais beaucoup de temps avec ces femmes et une partie de mon mandat était de faire du plaidoyer pour améliorer leur qualité de vie et surtout pour augmenter le niveau de sécurité de la maison.» Pendant sa mission, Magali a vu l'installation d'un mur d'enceinte, de panneaux d'énergie solaire et d'un accès à l'eau: «Avant, pour aller chercher de l'eau, il fallait qu'elles sortent, qu'elles passent

devant le camp militaire où elles étaient exposées de nouveau à des violences puisque la majorité avait été agressée par des militaires.» Effectivement, il se trouve que la plupart de ces femmes avaient été enlevées par un groupe de miliciens appelé ADF, qui est très actif dans la zone et qui enlève des populations pour faire travailler les hommes dans les forêts et les carrières, tandis que les femmes sont transformées en esclaves sexuelles. Les femmes qui ont réussi à s'échapper ont été recueillies au centre. «Ces femmes arrivaient ici très traumatisées. C'était souvent des jeunes femmes dont les familles, les maris avaient été assassinés. Elles se retrouvaient seules avec de jeunes enfants. Comme elles avaient passé du temps avec les miliciens, on les accusait d'avoir été les copines de ceux-ci et elles étaient étiquetées.» Le travail de Magali consistait à prendre en charge ces femmes et à leur offrir un soutien psychologique. «J'avais mis en place des ateliers pour tenter de leur offrir des moments où elles pouvaient pren-

dre soin d'elles-mêmes et pour utiliser ces moments-là afin de parler de ce qui s'était passé.» Magali continue avec l'exemple du miroir: «Elles ne se reconnaissaient même plus dans un miroir. On faisait leurs cheveux, leurs ongles. C'est une expérience qui permettait de créer des liens assez rapidement.»

Magali Videau a été forcée de quitter la maison en janvier dernier au moment où les combats se faisaient de plus en plus violents et où la zone devenait beaucoup trop dangereuse pour des étrangers. Dans ce projet, Oxfam appuie une ONG locale, ce qui fait qu'il a pu continuer à exister. Actuellement, il n'y a plus de coopérants du Nord dans la zone. «Il y avait encore tellement à faire. Mais je suis quand même contente parce que j'ai assisté aux changements et j'ai vu des améliorations.» Et malgré tout, notre coopérante affirme que le Congo reste un endroit où elle aimerait retourner.

Collaboratrice  
Le Devoir

## Les defensorias péruviennes

Au Pérou, des femmes s'organisent pour lutter contre la violence conjugale au sein de defensorias, des groupes d'entraide qui viennent en aide aux femmes victimes de ce fléau qui, selon une étude de l'OMS, toucherait 67% de la population du département de Cuzco.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Daniel Vanoverschelde est agent de projet au Carrefour de solidarité internatio-

nale de Sherbrooke. Il nous explique la situation que vivent les femmes dans la province de La Convención, près de Cuzco, une région toute en

montagnes et en forêt amazonienne qui abrite plus de 160 000 habitants. «Depuis 2010, notre partenaire, l'organisme ayni Desarrollo, a voulu agir devant le nombre grandissant de cas de violence conjugale», dit Daniel Vanoverschelde. Il est impliqué dans la province depuis 2001 sur le plan de la santé, notamment avec des comités de femmes. Au contact de ces femmes,

l'élément de violence conjugale est vite ressorti et, dans un premier temps, l'idée a été de trouver une stratégie pour lutter contre la violence conjugale à l'échelle provinciale. Depuis 2003, il existe une table de concertation provinciale en santé où siège une commission femmes-enfants-adolescents qui regroupe une douzaine de groupes et institutions locales qui se sont donné

pour mandat de cerner la problématique de la violence conjugale. La stratégie mise en place en 2010 était de travailler sur trois axes: la sensibilisation, les services aux victimes et le plaidoyer politique.

Il était important de sensibiliser la population en général à la réalité de la violence conjugale et, tout d'abord, on devait montrer ce que c'était. «Dans les écoles secondaires, on a produit des vidéos qui expliquaient les cycles de la violence», dit Daniel Vanoverschelde. Par la suite, on a fait des représentations à la radio, dans les groupes de base et dans les institutions.

Le deuxième axe concerne les services aux victimes de violence conjugale. L'organisme a pu mettre sur pied une maison d'hébergement à l'intérieur d'un centre communautaire. Par la suite, «il était important de travailler avec tous les intervenants institutionnels: que ce soit la police et les centres de santé et les hôpitaux, qui reçoivent les victimes et qui constatent les violences, ou le juge de la famille qui reçoit les plaintes. L'idée était de faire travailler ensemble tous ces intervenants pour qu'ils puissent recommander les femmes à la

SALVADOR

## La colectiva feminista

Fruit de l'association de mouvements sociaux et féministes, la colectiva feminista milite à la base pour le développement local économique avec une perspective féministe. Au fil des ans, le travail s'est intensifié et s'est orienté dans plusieurs directions, et Inter Pares contribue plus particulièrement au volet prévention de la violence faite aux femmes.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Inter Pares, qui signifie «entre égaux», est un organisme qui, depuis 40 ans, travaille en collaboration avec plus d'une centaine d'organisations qu'il soutient financièrement. L'organisme, présent en Asie, en Afrique et en Amérique latine, s'applique à créer des échanges et ses actions sont axées sur la souveraineté alimentaire, l'égalité des femmes, la paix et la démocratie, la justice économique, la santé et la migration.

«En 2011, la colectiva feminista, ou le collectif féministe, qui existe depuis déjà une quinzaine d'années, en association avec d'autres groupes de femmes du pays, a réussi à faire approuver par le gouvernement du Salvador une loi spéciale intégrale pour une vie libre de violence. Cette loi vient créer un cadre juridique et légal pour la création de plans pour la prévention de la violence contre les femmes», explique Guillaume Charbonneau, principal responsable du travail avec ses homologues d'Amérique centrale. Le rôle de la colectiva a été d'aller voir les différentes autorités: «Beaucoup de travail a été fait en collaboration avec les autorités municipales, mais aussi avec la police nationale du Salvador, qui reçoit maintenant beaucoup de formation et de sensibilisation à cette question pour créer des plans intégraux et faire en sorte que les femmes qui s'avancent et qui dénoncent leur agresseur n'aient pas à tomber dans le cercle de revictimisation, et que la victime soit au centre du processus», dit Guillaume Charbonneau.

Cinq ans plus tard, qu'en est-il de cette loi et de son application? «Au Salvador, on vit l'ouverture de plusieurs espaces au niveau politique. Le gouvernement, plutôt de gauche, possède des bases sociales assez fortes, ce qui a permis l'adoption de cette loi et de plusieurs autres initiatives.» Concrètement, on a vu une augmentation des dénonciations d'actes de violence contre les femmes. On l'attribue au fait que de plus en plus de victimes en parlent et qu'elles ont de plus en plus d'espaces où elles peuvent aller de l'avant et les dénoncer.

Collaboratrice  
Le Devoir

Veronica Zalazar et Angélica Rivas

SOURCE INTERPARES

VOIR PAGE H 7: PÉROU

La coopération internationale en Abitibi-Témiscamingue!

www.csicorcovado.org

**CORCOVADO**  
Centre de Solidarité Internationale

www.iisf.ca

**Infirmières et Infirmiers Sans Frontières (IISF)**  
Nurses Without Borders (NWB) | Enfermeras y Enfermeros Sin Fronteras (EESF)

Programmation des

**Journées québécoises de la solidarité internationale**  
en Montérégie disponible au jqsj.qc.ca

→ Du 5 au 14 novembre 2015

En solidarité avec les femmes du Sud depuis 15 ans

**JOURNÉES QUÉBÉCOISES de la SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

L'Aide internationale pour l'enfance soutient les enfants victimes d'exploitation dans le monde

aipe-cci.org

## INTERNATIONAL

## Vers le retour à une saine alimentation en Haïti

Rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal. Une jeune bénévole, grand sourire, dossard bleu vif paré d'un discret logo SUCO, vous présente l'organisme Solidarité Union Coopération, et vous encourage à le soutenir en faisant un don. Trois mille kilomètres plus loin, un autre grand sourire. Téléphonique cette fois. Celui de Marie-Claudie, animatrice en nutrition pour le Projet de relance agricole et amélioration de la nutrition (PRAN) de SUCO en Haïti.

SOPHIE SURANITI

Depuis février 2013, dans trois sections communales (Macary, Fond Jean-Noël et Savane Dubois) de la grande commune de Marigot, située dans le département du Sud-Est de l'île, 24 vulgarisatrices en nutrition provenant de 12 associations partenaires et formées par Marie-Claudie Joseph font de la sensibilisation à la saine alimentation auprès de trois cents autres femmes qui transmettent le message à d'autres membres de leurs communautés... Et ainsi de suite. Une transmission par ricochet.

Comme dans beaucoup de pays insulaires, l'autonomie alimentaire s'est perdue avec l'arrivée des produits importés qui concurrencent les produits locaux, sursubsventionnés et non soumis aux barrières tarifaires. Comment convaincre cette marchande de riz que la céréale locale aura d'appréciables retombées sur le développement de son bout de pays autres que les retombées financières de celle provenant des États-Unis? Que le premier lait maternel, appelé colostrum, est une excellente barrière antimicrobienne pour le nouveau-né? Expliquer, démontrer, donner l'envie.

Avec l'aide et le soutien en début de projet de la nutritionniste coopérante Jeanne Bédard, l'animatrice en nutrition Marie-Claudie a mis en place différents supports visuels très parlants pour passer des messages simples et ciblés quant à l'importance d'avoir une alimentation nutritive, diversifiée et locale. « Nous avons choisi des outils très imagés, comme des histoires ou des blagues d'ici, afin de transmettre des notions théoriques. Nous avons également beaucoup travaillé sur la valorisation des produits locaux, afin d'encourager les femmes à manger ce qu'elles font pousser dans leurs jardins. » Marie-Claudie a ainsi formé 24 Haïtiennes du coin qui aujourd'hui font office de courroie de transmission. Marchés lo-



Des femmes de Marigot, en Haïti, montrent le fruit de leur travail.

SOURCE SUCO PRAN

caux, cantines scolaires, jardins de proximité... un vaste maillage tissé serré qui se poursuit.

## Des outils adaptés à la culture

Pour diffuser des messages clés et positifs, sans que cela soit ennuyant, il faut savoir comment les gens pensent, ce qu'ils aiment. Le carnaval? L'esprit de la fête? Les chansons? À partir de ce constat culturel, une série d'outils originaux ont été mis en place: Marie-Claudie a composé plusieurs chansons sur la nourriture et sur l'allaitement, un concours de recettes a été organisé, l'élaboration du guide alimentaire entièrement en créole s'est faite à partir des histoires et des connaissances locales, beaucoup de notions théoriques ont été abordées par le jeu, etc.

« SUCO ne fait pas des projets pour faire des projets. Nous travaillons sur le terrain avec les populations pour les accompagner et non pas pour leur imposer quoi que ce soit. Ce qui demande du temps au temps », précise Michel Sanfaçon, chargé de programme, approche développement local, de retour depuis 2010 au siège social montréalais de l'organisme après plusieurs années passées au Pérou. La démarche de l'organisme créé en 1961, d'abord à l'initiative d'universités canadiennes (le Suco de « Service universitaire canadien outre-mer » s'est par la suite transformé en Solidarité Union Coopération), s'inscrit en effet dans le respect des cultures, des communautés. D'où la courte liste de pays en dehors du Québec dans lesquels l'orga-

nisme s'active: Burkina Faso, Haïti, Honduras, Mali, Nicaragua, Pérou, Sénégal.

« Nous déterminons des actions en commun qui deviennent le projet d'une population que nous accompagnons. C'est ce qui fait la particularité de SUCO. Les gens s'approprient le projet, qui s'inscrit dans la durée. Nous cherchons à développer la capacité d'agir des individus d'une façon effective et continue sur des problématiques qui les rejoignent, sur des conditions de vie qu'ils souhaitent changer », explique Michel.

## Le renforcement du secteur associatif

Justement, comment gérer le « faire ensemble »? En tant que coordonnateur en mobilisation et communication au PRAN, Wilbens Jeudy travaille sur le renforcement du tissu associatif, une approche au cœur de la stratégie de l'organisme de coopération internationale. Planifier les assemblées générales, produire des rapports, faire signer des engagements, offrir de la formation technique par divers intervenants... Autant d'actions que Wilbens coordonne. Une fois l'ensemble des associations impliquées et mises sur les rails du projet, ce sont elles qui poursuivent le travail.

Un projet de trois ans (2013, 2014 et 2015) découpé en trois gros volets: le premier sur la protection, la conservation et la réhabilitation des sols; le deuxième sur la production agricole accrue et diversifiée (la relance agricole); et enfin le troisième volet sur l'éducation nutritionnelle

et l'alimentation évoqué précédemment. Le principe étant de travailler conjointement avec l'ensemble des associations locales.

Dans le cadre du PRAN à Marigot, elles sont douze, à raison de quatre associations par section communale. « Nous faisons un vrai partenariat avec ces associations. Par exemple, chaque association reçoit une formation technique sur la manière de consolider le sol. Nous avons aussi beaucoup investi dans le reboisement. Ce n'est pas un autobus rempli d'experts qui disent quoi faire et qui repartent aussitôt! La coopération vient du réseau local lui-même. Nous avons acheté des outils agricoles et des semences locales, banni les engrais chimiques, privilégié le compostage naturel », relate Macdonald Michel, ancien chef de projet.

## Déjà une suite

Bien entendu, la coordination de tout ce beau monde sur le terrain relève du tour de force! D'autant plus qu'en Haïti le maillage local est politisé (les associations jouent un rôle politique; elles représentent donc des partis). Et comme le pays vient de connaître une importante période électorale... Mais l'équipe du PRAN s'en est sortie grâce à différents mécanismes de verrouillage, comme la signature d'ententes qui permettent d'éviter tout débordement.

Par contre, les débordements du type « retombées positives » de ce projet qui a duré 36 mois (financé par l'Union européenne, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et le ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada à travers le programme de coopération) sont nombreux: plus de 10 km de ravines ont été protégées, une dizaine de compostières ont été installées et le guide alimentaire en créole, très simple et très visuel, devient un outil pédagogique de référence pour la population, mais aussi pour d'autres organismes de coopération internationale comme la Croix Rouge.

SUCO prépare déjà la suite: un projet de 18 mois axé sur la commercialisation des produits locaux. Car, bonne nouvelle, il y a des surplus qui vont pouvoir être vendus dans les marchés de Jacmel, chef-lieu du département. La prochaine fois que vous croiserez cette jeune bénévole au large sourire, vous saurez ce que fait SUCO. Et Marie-Claudie, Wilbens et tous les autres à 3000 km d'ici.

Collaboratrice  
Le Devoir

## PÉROU

SUITE DE LA PAGE H 6

maison d'hébergement. » Sur ce plan, le projet avance lentement et différents services se mettent en place. Aujourd'hui, dans le centre communautaire, on trouve les services d'un psychologue, d'un avocat et d'un travailleur social.

« Parce que, la plupart du temps, les femmes ne vont pas dénoncer la violence conjugale, le plus important était de faire participer quelques organisations de première ligne, d'où l'idée de créer les defensorias. Ce sont des groupes d'une quinzaine de femmes qui agissent dans leur communauté comme une première ligne. Le pari était que les femmes iraient plus facilement consulter d'autres femmes comme elles, des voisines », explique Daniel Vanoverschelde. Certaines de ces femmes, déjà perçues comme des promotrices de santé dans leur communauté, ont reçu une formation sur l'intervention dans les cas de



JOCELYN RIENDEAU

On trouve, dans le centre communautaire, les services d'un psychologue, d'un avocat et d'un travailleur social.

violence conjugale. Elles font beaucoup de sensibilisation dans leur milieu et offrent conseils et accompagnement. « C'est encore fragile, parce que ce sont des femmes qui elles-mêmes vivent des épisodes de violence conjugale, et on a vu des femmes se désister de leur action bénévole au sein des defensorias à cause de leurs situations économiques souvent très difficiles. »

Comme on peut le constater, le travail est énorme et il faut aussi compter sur le plaidoyer politique pour continuer à faire avancer les choses: « Aller vers les municipalités et leur faire prendre conscience de la problématique et de l'importance d'investir dans les services sociaux. »

Collaboratrice  
Le Devoir

**VOUS AUSSI,  
VIVEZ UNE EXPÉRIENCE UNIQUE  
À L'INTERNATIONAL !**

**OXFAM**  
Québec

JE CROIS PROFONDÉMENT QUE LA PLANÈTE POSSÈDE LES RESSOURCES POUR BÂTIR UN MONDE JUSTE ET SANS PAUVRETÉ. DE FAIRE PARTIE INTÉGRANTE DU CHANGEMENT ET, TRÈS HUMBLEMENT, D'AJOUTER MA GOUTTE À CETTE VAGUE EN MOUVEMENT, C'EST VRAIMENT INSPIRANT ! ÇA ME DONNE CONFIANCE EN L'AVENIR.

MARIE-CLAUDE DU CAP  
Conseillère en participation citoyenne  
au Bénin  
(Accompagnée sur la photo par l'équipe  
d'Oxfam-Québec au Bénin)

Nos programmes de coopération internationale sont financés par  
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

OXFAM.QC.CA/emploi

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada Foreign Affairs, Trade and Development Canada



**Le fonds  
Alliance syndicats  
et tiers-monde  
de la CSN**

**En appui  
aux femmes  
des pays en  
développement**



csn.qc.ca



# HISTOIRE DE DON

DES VOLONTAIRES CANADIENS DU CECI SONT  
VENUS AU NÉPAL NOUS APPUYER DANS LE  
DÉVELOPPEMENT DE COOPÉRATIVES LAITIÈRES

## OBJECTIF

ENCOURAGER  
L'ENTREPRENEURIAT  
FÉMININ



STIMULER  
L'ÉCONOMIE LOCALE

## SOLUTIONS

305 FEMMES  
RÉUNIES  
DANS UN PROJET DE COOP

UN CHEPTEL DE  
800 BUFFLES  
438K LITRES  
DE LAIT  
PRODUITS  
ANNUELLEMENT



## RÉSULTAT

85 100 FAMILLES  
AYANT ACCÈS À UN  
LAIT  
DE QUALITÉ



ET UNE COMMUNAUTÉ FIÈRE  
DE S'IMPLIQUER

AU NÉPAL COMME DANS 20 AUTRES PAYS  
LE CECI CHANGE DES VIES



AIDEZ-NOUS À RACONTER D'AUTRES HISTOIRES. DONNEZ AU CECI. WWW.CECI.CA

VOUS SOUHAITEZ UN MONDE  
PLUS ÉGALITAIRE,



AUGMENTER LE POUVOIR ÉCONOMIQUE  
DES FEMMES ET DES JEUNES,



PARTAGER VOS CONNAISSANCES



ET PARTICIPER À DES PROJETS  
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?



DEVENEZ VOLONTAIRE  
ET FAITES UNE DIFFÉRENCE !



UNITERRA.CA

uniterra  
UN PROGRAMME CECI & EUMC



Le programme Uniterra est réalisé grâce à la contribution des Canadiennes et des  
Canadiens et avec l'appui financier du gouvernement du Canada accordé par l'entremise  
du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

Canada